

ARTICLE EX POST

Impliquer les communautés dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent

Introduction

L'implication et le soutien des communautés sont **essentiels au succès des campagnes et programmes destinés à prévenir et lutter contre l'extrémisme violent**. D'autre part, la prévention et la déradicalisation ne peuvent réussir qu'avec **l'approbation et le soutien des autorités locales et au niveau politique**, car ils constituent les principales sources de financement et planificateurs de programmes dans ce domaine.⁽¹⁾ Ce document examinera comment ces acteurs peuvent collaborer au mieux.

En termes de prévention, **les communautés peuvent apporter un sentiment d'appartenance et mettre à mal les idéologies radicales**. L'endoctrinement est plus efficace en l'absence de contradiction de la part de l'environnement social immédiat — inciter les communautés à s'opposer aux messages radicaux contribue donc à lutter contre l'extrémisme et la polarisation. Les communautés peuvent **rapidement donner l'alerte**, en identifiant des individus potentiellement vulnérables. Les recherches ont montré que l'implication des communautés peut aider la police et les services de renseignement et permettre d'agir sur les

Cet article a été rédigé par **Daniela I. PISOIU**, responsable de recherche à l'Institut autrichien des affaires internationales, chargée de recherche à l'Institut de recherche sur la paix et la politique de sécurité à l'Université de Hambourg, membre du **comité de rédaction du RAN** et du **Pool d'experts du RAN**.

¹ Collection RAN des approches et méthodes, [Prévenir la radicalisation conduisant au terrorisme et à l'extrémisme violent : Responsabilisation/engagement de la communauté](#), p. 6.

causes profondes de l'extrémisme violent.⁽²⁾ Au stade de l'intervention, les communautés peuvent **aider à conceptualiser et réaliser des campagnes**, car les personnes radicalisées sont plus susceptibles d'écouter des voix issues de leur propre communauté, du fait de leur sentiment d'appartenance⁽³⁾. D'autre part, l'implication des communautés apporte légitimité et crédibilité aux campagnes et initiatives locales. L'implication des communautés peut également **fournir des points d'entrée possibles dans des réseaux individuels** afin d'atteindre les personnes vulnérables. Elle est également utile dans une perspective plus large, **par exemple pour renforcer la cohésion sociale et la démocratie**.

Il existe plusieurs interprétations du mot « communauté » et plusieurs critères pour le définir, tels que la localisation, l'identité ou le type d'organisation.⁽⁴⁾ Pour les besoins de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent, il est important de travailler avec un concept pragmatique de communauté, qui correspond à la perception intersubjective d'appartenance et peut englober diverses tailles et caractéristiques. Quelle que soit la définition utilisée, le cadre général d'implication des communautés doit être intégré à une **approche interinstitutionnelle** et inclure la **société dans son ensemble**. Une évolution positive dans ce domaine ne peut se faire que grâce à l'implication de divers professionnels mis sur un pied d'égalité, ainsi qu'avec la participation des autorités locales et des acteurs de la société civile.⁽⁵⁾

S'inspirant des précédentes rencontres du RAN, qui ont discuté du sujet dans divers formats et mis en avant les enseignements tirés, la rencontre **RAN du 28 septembre 2018 à Berlin** a abordé des questions prioritaires spécifiques dans le domaine de l'implication des communautés et de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent et les a examinées en détail. Des représentants de 26 États membres étaient présents, et cette rencontre a représenté **pour les décideurs, les praticiens et les**

² Pilkington, H., 2018, [Violent extremism: how communities can help counter it](#).

³ Article ex post d'événement RAN YF&C, [Strengthening community resilience to polarisation and radicalisation](#), London, Borough of Hounslow, 29-30 juin 2017, p. 9.

⁴ Pour plus d'informations sur ce sujet, voir l'article ex post sur l'événement du RAN [Engaging with communities, Collaboration between local authorities and communities in PVE](#).

⁵ Collection RAN des approches et méthodes, [Prévenir la radicalisation menant au terrorisme et à l'extrémisme violent : Responsabilisation/engagement de la communauté](#), p. 7.

représentants des communautés la première occasion de se rencontrer et de discuter ensemble de ces questions.

Cette caractéristique a conféré un **intérêt exceptionnel à cette rencontre**, car elle a permis aux praticiens et aux représentants des communautés de discuter directement de la façon dont les politiques peuvent les aider dans ce domaine, tout en permettant aux décideurs de clarifier les priorités et les défis rencontrés par ceux qui agissent sur le terrain. Cet article ex post présente les **questions** abordées en tenant compte des recherches, de la politique et de la pratique, ainsi que des exemples de **projets et d'expériences pratiques**. Enfin, il expose certains des **problèmes** qui subsistent et propose des **recommandations** de mesures supplémentaires.

Les approches d'implication des communautés au sein de l'UE

L'implication des communautés ne correspond pas à une approche « toute faite ». Elle peut prendre de nombreuses formes et varie en fonction de ceux qui la soutiennent et l'initient, et en fonction de l'objectif visé. Il existe une forme d'implication des communautés dans tous les pays de l'UE, mais sa mise en œuvre diffère grandement d'un État membre à l'autre. Selon le *Code de bonne pratique pour la participation civile au processus décisionnel* du Conseil de l'Europe⁶, la coopération peut comprendre le partage des informations, le dialogue, la consultation et des partenariats. La coopération avec les communautés s'appuie sur le dialogue, le soutien financier ou la formation, mais il existe relativement peu d'exemples de véritables actions communes en matière de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent.

En ce qui concerne les **types d'acteurs** impliqués, on constate que tous sont représentés — qu'il s'agisse d'une large implication **interinstitutionnelle et de la société dans son**

ensemble, d'une **coopération avec certaines ONG**, ou de rapports **individuels** comme dans le cas de la police de proximité. Parallèlement, l'implication des communautés peut porter sur **un grand nombre de problèmes** ou **se limiter aux problèmes relatifs à l'extrémisme**. Elle peut également concerner des idéologies spécifiques.

Dans l'ensemble, les initiatives sont gérées **de façon centralisée** ou **localement**, et les différents acteurs impliqués peuvent être principalement des employés de l'administration ou des membres de la communauté, en fonction des traditions et expériences nationales dans ces domaines. Dans tous les documents programmatiques et initiatives individuelles, le rôle crucial de la **science et de la recherche** ainsi que l'importance d'établir un partenariat avec des membres de la communauté concernée ont été reconnus.

Dans certains pays, comme **Malte**, l'implication des communautés n'est pas spécifiquement liée aux questions de sécurité, mais à l'intégration. Dans ce cas, il a été reconnu que l'établissement de contacts avec les dirigeants de la communauté peut contribuer à la cohésion sociale et qu'il est de la responsabilité des pouvoirs publics de garantir la sécurité et le bien-être de toutes les communautés. **La Suède** applique également une approche plus large, et la politique à cet égard

⁶ <https://www.coe.int/web/ingo/civil-participation>

visé à améliorer la situation de la société civile en tant que partie intégrante de la démocratie. Il y a d'autre part la reconnaissance du fait que les organisations de la société civile ont souvent des connaissances spécifiques et d'autres moyens de toucher des individus et groupes de la société.

Avant d'examiner les questions spécifiques abordées au cours de la réunion, un certain nombre de pratiques en vigueur et relatives à des approches plus générales de l'implication des communautés sont brièvement présentées ci-dessous :

En Allemagne, dans l'arrondissement de **Charlottenburg-Wilmersdorf**, plusieurs **domaines** d'implication des communautés ont été identifiés. Il s'agit notamment de l'antisémitisme, de l'islamophobie, de l'hostilité à l'égard des Roms, de l'extrémisme d'extrême-droite et de l'islamisme, et de façon plus générale du développement des réseaux et de la sensibilisation dans l'ensemble de la société civile, de la participation et de la promotion de la diversité, ainsi que du développement de nouvelles formes de participation pour la société civile. La composition du comité de pilotage est variée, avec la participation d'organisations pour la jeunesse, d'initiatives de voisinage, de communautés religieuses, de représentants des personnes âgées, des enfants et de la jeunesse, ainsi que de la police et des autorités locales⁽⁷⁾.

L'approche globale **néerlandaise** de l'implication des communautés passe par la gestion multidisciplinaire des cas, avec un engagement actif s'axant en particulier sur **la résilience et l'alerte rapide**, les communautés étant l'un des acteurs à qui l'on demande de signaler les comportements radicaux. Le but est que les groupes et individus vulnérables « restent dans le droit chemin »⁽⁸⁾.

⁷ <https://www.demokratie-leben.de/pfd-be-charlottenburg-wilmersdorf.html>

⁸ https://english.nctv.nl/binaries/LR_100495_rapportage_EN_V3_tcm32-251878.pdf, p. 3.

En **Slovaquie**, la ville de Banská Bystrica a élaboré un **document stratégique** sur la base **d'une coopération interinstitutionnelle et de la responsabilisation des communautés**. Le groupe de travail était composé de membres issus du monde universitaire, du théâtre, des musées, du conseil des étudiants, d'experts, etc., et les acteurs étaient les écoles, les universités, les jeunes et le public, l'idée étant de combattre l'extrémisme dans la ville de façon stratégique et sur le long terme.

La police de proximité est une particulièrement efficace en matière de prévention (pour plus d'informations, se référer à la Collection RAN d'approches et de pratiques (RAN Collection of Approaches and Practices, Preventing

- Le choix de partenaires appartenant à la société civile et la façon d'établir et maintenir la confiance ; en particulier : les procédures de contrôle des antécédents, la stigmatisation et la perte de crédibilité, et la



Figure 1 Modèle étape par étape de l'implication des communautés, RAN CoE

radicalisation to terrorism and violent extremism: Community engagement and empowerment)⁽⁹⁾.

Si le sujet de la responsabilisation des communautés n'est pas nouveau pour les praticiens, décideurs et chercheurs du RAN, deux domaines majeurs, présentant chacun trois problèmes connexes, ont été identifiés comme nécessitant une discussion approfondie :

collaboration avec les communautés religieuses.

- Les conditions préalables à une bonne implication des communautés — en particulier des espaces sécurisés, la réciprocité et la durabilité, et les réponses en cas de crise.

Le choix de partenaires appartenant à la société civile : établir et maintenir la confiance

Pour collaborer avec les communautés, un processus de sélection sera nécessaire. Il est donc important de savoir qui choisir, dans quel but, et comment évaluer les risques potentiels et les effets collatéraux négatifs. Cette étape exige un

⁹ https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/what-we-do/networks/radicalisation_awareness_network/ran-best-practices/docs/community_engagement_and_empowerment_fr.pdf

examen attentif en termes de procédures de **sélection**, de risque potentiel de **stigmatisation** pour la communauté concernée, et du risque que les points de contact locaux perdent leur **crédibilité** après s'être impliqués auprès des autorités. L'**implication des communautés religieuses dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent** est particulièrement sensible, et des problèmes spécifiques se posent à cet égard.

Pour encadrer l'implication des communautés dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent, des manuels pratiques ont été rédigés par le RAN et plusieurs États membres. Le **modèle d'implication étape par étape des communautés proposé par le RAN** (voir la figure 1, page 4) prévoit plusieurs phases : préparations, établissement du contact, sélection des partenaires, dialogue et collaboration, et réponse en cas de crise.

Les problèmes associés au choix des bons partenaires ne sont pas spécifiques à la seule étape 3 mais concernent toutes les étapes. Avant de sélectionner quelqu'un, les autorités doivent tout d'abord définir l'objectif à atteindre et bien connaître la situation sur le terrain — en passant donc par l'étape de cartographie et des conditions préalables. Clairement, avant de choisir les partenaires appropriés, et entre autres considérations, un premier contact devra être établi afin d'évaluer l'aptitude d'organisations données en fonction des objectifs visés. Enfin, la manière dont sont menés le dialogue et la collaboration, et dont les crises sont gérées, aura un impact sur la volonté de la société civile et des autorités locales de poursuivre leur coopération, ainsi que sur la probabilité que d'autres suivront.

L'Agence **suédoise** pour la jeunesse et la société civile a récemment produit un guide sur la façon dont les autorités publiques peuvent collaborer avec la société civile en vue de prévenir l'extrémisme violent. Ce guide, intitulé **Crack the code**, présente quelques exemples de coopération entre les autorités locales et la société civile, y compris des communautés

religieuses¹⁰. Les étapes qui y sont présentées sont l'initiation de l'implication des communautés, la constitution d'une équipe et l'élaboration d'un tableau de situation, la création d'un plan d'action, la mise en œuvre d'initiatives et la réalisation d'initiatives de suivi.

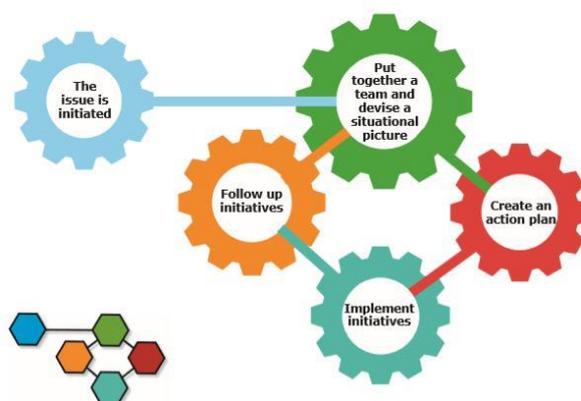


Figure 2 : Modèle de coopération décrit dans Crack the Code

En général, il doit être clair dès le début que ces processus sont longs, complexes et non linéaires. Des mécanismes pour gérer les insuffisances, les blocages et les crises — comme la perte de crédibilité ou de confiance — doivent être établis bien à l'avance

Trois sujets importants relatifs au choix de partenaires dans la société civile ont été discutés au cours de la réunion : les procédures de contrôle, la stigmatisation et la perte de crédibilité, et le fait de travailler avec des communautés religieuses.

Procédures de contrôle

¹⁰ https://www.mucl.se/sites/default/files/publikationer_uploads/crack_the_code.pdf

Les procédures de contrôle sont nécessaires pour empêcher l'utilisation de l'argent public à des fins contraires à la promotion de la démocratie et à la prévention de l'extrémisme. Cette nécessité a été mise en lumière par des cas d'abus dans toute l'UE. Les procédures de contrôle ne sont pas toujours nécessaires dans les premières phases de l'implication des communautés. **Mais plus la coopération est intensive et participative, plus grand est ce besoin — et lorsque des financements sont en jeu, le contrôle devient un impératif.**

Récemment, suite à l'observation du fait que le mot « contrôle » peut être vécu comme stigmatisant et donc contre-productif pour la coopération, des initiatives ont été développées autour du concept de « **vigilance** », qui recommande de faire preuve d'ouverture au niveau des procédures de diligence raisonnable mises en œuvre⁽¹¹⁾. Au cours de la réunion, un terme alternatif a été proposé pour remplacer le mot « contrôle » : « **évaluer vos partenaires** ».

En termes pratiques, le contrôle peut comprendre la recherche d'informations en ligne et dans les médias, et il peut se concentrer sur les sources de financement, les déclarations extrémistes ou polarisantes, l'idéologie, le leadership ou les antécédents. Le contrôle peut également nécessiter l'examen d'expériences antérieures et devrait inclure une analyse de la nature de l'ONG considérée, de ses intérêts, de ses activités et de ses priorités politiques. Les participants ont émis plusieurs recommandations supplémentaires :

- Pour identifier les bons partenaires, une première étape importante consiste à aller à la rencontre des communautés et à comprendre leurs problèmes.

- L'adhésion aux valeurs démocratiques est une condition préalable, en particulier lorsque des financements sont en jeu.
- Lors de la conduite des procédures de contrôle, il convient d'éviter toute publicité qui pourrait susciter une réaction de rejet à l'encontre des communautés impliquées.
- Dans certains cas, les vérifications d'antécédents peuvent être conduites avec l'aide des services de renseignement.
- Les choses doivent être claires en ce qui concerne le niveau de collaboration, qui peut aller du partage d'informations, à la consultation, au dialogue et jusqu'au partenariat. Le contrôle est particulièrement important si la collaboration envisagée est un partenariat.
- Les partenaires qui ne satisfont pas aux critères mis en place par les procédures de contrôle peuvent néanmoins être impliqués dans le dialogue et les échanges.
- Le contrôle doit être fait dans le but de prévenir toutes les formes d'extrémisme.
- Il est important de faire preuve de transparence lors de l'établissement de l'objectif de la collaboration, sur la façon dont le travail sera effectué, les règles de contrôle, et également la notification des participants n'ayant pas été retenus par la procédure de contrôle.
- Les personnes les plus sympathiques ne sont pas forcément les meilleurs partenaires — les voix critiques sont importantes et de bonnes capacités de collaboration sont plus importantes que les divergences d'opinions et les antécédents.

Au **Danemark**, certaines municipalités ont élaboré des directives et des programmes pour coopérer avec la société civile, qui soulignent le consensus nécessaire sur les normes et les valeurs. On peut citer par exemple la mise en place d'un cadre de valeurs pour l'initiative anti-radicalisation de la municipalité d'Aarhus, ainsi que la Charte pour les valeurs démocratiques et les efforts anti-radicalisation adoptée par la

¹¹ ESCN, Insight Paper: Building effective CVE partnerships (Juin 2018 — article disponible sur demande à info@escn.ibz.eu).

municipalité de Copenhague⁽¹²⁾. Les mosquées coopérant avec la ville de Copenhague pour la prévention de l'extrémisme ont signé la charte. La ville a clairement exposé ses priorités, et il existe un processus conjoint de création et de développement des compétences du leadership de ces mosquées. Les valeurs énoncées par la charte comprennent le droit à la liberté de pensée, l'égalité, la dignité ainsi que d'autres droits, sans considération du genre, de l'orientation sexuelle, de la couleur de peau, etc.

Les pratiques de contrôle du ministère **finlandais** de l'intérieur comprennent plusieurs étapes et critères : identifier l'objectif et le changement visés par les partenaires engagés ; identifier les parties prenantes, leurs ressources, accès et crédibilité ; et établir un socle et des principes communs pour une action conjointe — dans laquelle la transparence et une communication ouverte sont essentielles. Cette approche fait une différence claire entre le dialogue et le partenariat, et vise à être inclusive, tout en reconnaissant qu'il existe différentes options en matière de coopération et de partenariat. Elle a également identifié un certain nombre de principes pour la communication : la communication doit être ouverte et le contrôle doit être une procédure normalisée avec des critères clairs, devant être menée en collaboration, et dont les références doivent être recoupées. Ces principes exigent également que le processus de contrôle aboutisse à un mémorandum d'accord officiel exposant les avantages pour toutes les parties. Chose importante, il a été souligné que les organisations de la société civile réalisent aussi leurs propres évaluations pour décider de collaborer ou non et disposent à cette fin de leurs propres directives et procédures.

¹² <https://stopekstremisme.dk/en/offers-and-tools/the-toolkit/cooperation-between-authorities-and-civil-society>

Stigmatisation et perte de crédibilité

Il peut y avoir stigmatisation lorsqu'on se focalise exclusivement sur certaines communautés, au point qu'elles se trouvent explicitement associées à l'extrémisme et au terrorisme. Non seulement les effets de la stigmatisation **réduisent les chances de mettre en place une prévention et une lutte contre l'extrémisme violent efficaces**, mais ils affectent également la participation citoyenne en général⁽¹³⁾. Il existe divers moyens de réduire le risque de stigmatisation :

- Utiliser un langage qui ne contribue pas à la stigmatisation et à la perte de confiance envers les autorités⁽¹⁴⁾. Utiliser un langage général et inclusif lorsqu'il est question d'extrémisme, en se référant à l'extrémisme en général et/ou tous les types d'extrémisme.
- Améliorer la confiance par le biais d'ateliers, de projets communs et de « plates-formes d'information » afin de développer une approche coordonnée⁽¹⁵⁾.
- Réunir des personnes issues de divers milieux et groupes sociaux⁽¹⁶⁾.
- Cibler des groupes plutôt que des communautés⁽¹⁷⁾.

¹³ Acik, N. et Pilkington, H., 2018, [Youth mobilisations of 'suspect communities' UK](#).

¹⁴ Article ex post d'événement RAN YF&C, [Strengthening community resilience to polarisation and radicalisation](#), London, Borough of Hounslow, 29–30 juin 2017, p. 3.

¹⁵ Collection RAN des approches et méthodes, [Prévenir la radicalisation conduisant terrorisme et à l'extrémisme violent : Responsabilisation/engagement des communautés](#), p. 8.

¹⁶ Eggert, J. P., 2018, [The roles of women in counter-radicalisation and disengagement \(CRaD\) processes: Best practices and lessons learned from Europe and the Arab world](#). Berlin : Fondation Berghof.

¹⁷ Ranstorp, M., Gustafsson, L., Hyllengren, P. et Ahlin, F., 2016, [Preventing and countering violent extremism, An initial rapid evidence assessment and analysis plan examining local authority action plans and programming elements](#), Collège de la défense

- Faire référence aux communautés en les qualifiant d'élément de solution plutôt que d'élément du problème.

Au cours de la réunion, d'autres points de vue ont été formulés. Tout d'abord, les programmes individuels ne sont pas suffisants ; ils doivent être associés à un **renforcement des structures existantes** comme l'école, les centres pour la jeunesse et les services de soutien psychologique, et méritent un plus grand investissement. Ensuite, pour gagner en crédibilité auprès des communautés spécifiques, il faut **commencer par aborder des sujets importants pour ces communautés**— qu'il s'agisse par exemple de la sécurité de la circulation, du stationnement ou des logements, avant de passer aux problèmes relatifs à la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent.

En d'autres termes, la première question devrait être : dans quelle mesure sommes-nous crédibles dans notre travail auprès des communautés ? En **Irlande du Nord**, par exemple, il a été souligné qu'après 40 ans d'une violence endémique et implacable, la culture de la violence est toujours omniprésente, qu'il existe toujours des communautés dans lesquelles la police n'est pas la bienvenue et dans lesquelles des organisations paramilitaires font office de milices. Cette situation exige le développement de relations de confiance avec les forces de police et les organes officiels, de vraies approches multi-institutionnelles, des actions destinées à combattre la stigmatisation, et un soutien financier aux communautés dans le besoin.

Parmi les autres observations formulées :

- Des précautions doivent être prises pour éviter d'associer des termes tels que réfugiés, musulmans, migrants, radicalisation, etc.

- Il est important d'avoir des conversations honnêtes et d'accepter de se trouver face à des identités complexes.
- Les discussions doivent être menées avec les communautés plutôt qu'au sujet des communautés ; une approche inclusive est nécessaire.
- L'implication doit être permanente et ne pas se produire juste après un événement ou une crise.
- Ce sont les communautés qui doivent définir les problèmes, non les extrémistes.

Aux **Pays-Bas**, l'Unité d'expertise en stabilité sociale fournit aux autorités, aux communautés et aux professionnels des conseils pratiques pour réduire la radicalisation et les tensions sociales dans le pays. Son travail est basé sur le principe selon lequel la résilience ne peut être garantie que par le biais d'un réseau constitué de citoyens, de communautés, de professionnels locaux et des pouvoirs publics. En plus d'organiser des activités telles que des événements de formation et des ateliers, cette unité a formulé des directives sur la mise en place de réseaux sociaux locaux. Ces réseaux sont larges et comprennent (des représentants) des organisations de communautés religieuses ou de migrants, des associations comme des clubs sportifs, ainsi que des membres individuels (jeunes). Dans le réseau, la diversité et la représentativité sont essentielles. Elle a rédigé un guide contenant des conseils pratiques ainsi que des trucs et astuces pour la mise en place d'un réseau constitué de personnalités importantes dans les communautés dans le but de prévenir et lutter contre l'extrémisme violent. Le guide aborde plusieurs étapes de ce processus : le processus de prise de décision, la mise en place d'un réseau, la mise en œuvre et le maintien d'un réseau, les pièges à éviter. Deux éléments paraissent particulièrement importants : la gestion des attentes et la nécessité de présenter des images exactes de la réalité.

Collaborer avec les communautés religieuses.

Pour collaborer avec les communautés religieuses, l'approche diffère d'un pays à l'autre. Pour travailler avec des communautés religieuses, il convient d'appliquer les mêmes principes de base qu'avec les autres types de communautés⁽¹⁸⁾. Comme toujours, la clarté des objectifs et certaines connaissances de base sur la communauté concernée sont nécessaires pour pouvoir s'engager dans un dialogue fructueux, sous peine d'échec. En général, le fait d'inviter un grand nombre de communautés à collaborer à la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent, y compris l'Église, permet d'éviter tout sentiment de stigmatisation.

Pour éviter la stigmatisation et la perte de crédibilité, un membre du réseau confessionnel (par exemple un imam) peut se voir attribuer le statut de volontaire agissant au nom d'une initiative locale. D'autre part, pour travailler sur un cas individuel, l'imam ne devrait pas agir seul mais faire équipe avec un psychologue ou un travailleur social intervenant déjà sur ce cas, afin que l'imam ne porte pas seul le poids d'une responsabilité individuelle. Des sessions d'information et des journées « portes ouvertes » peuvent être organisées pour que les communautés se connaissent mieux les unes les autres. Ces observations résultent du travail que le service de lutte contre le radicalisme violent et de déradicalisation de la ville de **Vilvoorde** (Belgique) a mené avec les communautés.

À **Dublin**, une charte interconfessionnelle a été élaborée avec le soutien du maire et de la ville, comprenant une déclaration approuvée par tous les chefs spirituels locaux. Il est important de noter que l'accent a été mis sur les droits de l'homme et sur l'aide apportée aux musulmans afin qu'ils comprennent mieux le fonctionnement

de ces droits en Irlande et la façon d'en bénéficier.

Pour collaborer avec les communautés religieuses, l'approche **italienne** s'appuie sur plusieurs observations : les communautés religieuses perçoivent les idéologies radicales et les appels à la violence comme une distorsion de leur religion, ce qui fait qu'il existe un intérêt commun à travailler en partenariat ; les communautés religieuses peuvent jouer un rôle fondamental pour renforcer la résilience ; elles ne sont pas l'instrument de la radicalisation mais elles y sont vulnérables – les éléments de langage doivent être adaptés en conséquence ; les partenariats doivent reposer sur des intérêts et des objectifs communs. Parmi les mesures concrètes au niveau national, on peut citer un dialogue structuré avec les représentants des centres et associations islamiques les plus importants, un conseil pour les relations avec l'Islam italien — un forum permanent qui comprend des scientifiques, et un pacte national pour un Islam italien, qui comprend l'adhésion aux valeurs constitutionnelles et aux principes du droit. Le terme « Islam italien » se réfère au respect des valeurs de la constitution, de la reconnaissance en tant que citoyen, de l'éducation et de la formation. Le concept principal consiste à instaurer la confiance avec la communauté islamique en accordant des responsabilités à ses membres (engagement dans la sphère publique, les hôpitaux, les écoles et les prisons), en partageant des valeurs communes, en dispensant un enseignement (par ex. des cours et formations à destination des imams) et en encourageant l'intégration. Au niveau local, l'approche comprend des tables rondes pour le dialogue, des relations étroites avec les centres islamiques et une compréhension en profondeur des besoins des communautés.

Pour collaborer avec les communautés religieuses, les institutions **grecques** mettent l'accent sur l'égalité de traitement entre toutes les religions. Le Secrétariat général des affaires religieuses s'attache à superviser le système

¹⁸ Pour des conseils pratiques, voir l'article ex post de l'événement RAN LOCAL [How to cooperate with religious organisations and communities within the local approach to radicalisation?](#)

d'éducation religieuse et à lier religion et culture, tout en promouvant des activités destinées à soutenir les relations interconfessionnelles et à lutter contre l'intolérance. Cette approche, qui doit être poursuivie sur le long terme, vise à assurer un sentiment de sécurité au sein des communautés et, par-dessus tout, à établir une relation de confiance avec l'État, réduisant ainsi les risques de radicalisation religieuse. Les relations personnelles sont essentielles. L'approche repose également sur l'expérience acquise auprès des communautés juives : la Grèce a été le premier pays à restituer leurs biens au juifs ; elle organise des séminaires, des conférences, des programmes pour les enseignants, des projets pour les étudiants, réalise des vidéos et organise des voyages d'étude à Auschwitz ; il existe des écoles juives, pour ne citer que quelques aspects des mesures mises en place. Sans nécessairement faire référence à un « Islam grec », des efforts sont également réalisés pour **intégrer, créer et préserver des structures locales, plutôt que des structures financées par l'étranger, ainsi que pour normaliser les approches de la religion et la gestion des affaires religieuses**. De telles pratiques sont utiles et devraient se multiplier au sein de l'UE, étant donné les nombreux avantages secondaires qu'elles apportent — comme l'évitement de la stigmatisation, l'intégration plutôt que l'exclusion, et la création d'identités et de sentiments d'appartenance locaux. Dans ce contexte, entre autres exemples concrets, on peut citer : des professeurs de religion islamique dans les mosquées et les écoles, l'autorisation de créer et d'animer des maisons de prières et des temples, le financement par l'État de zones publiques couvertes accueillant les grandes fêtes de l'Islam, ainsi qu'un système permettant aux réfugiés d'accéder à des ministres du culte respectés afin de pouvoir prier et prêcher en arabe. Sur le plan juridique, une loi récente a introduit le concept de personne morale religieuse/ecclésiastique. Une autre bonne pratique est la **surveillance des incidents à l'encontre de l'ensemble des sites religieux**, avec un rapport annuel. L'objectif de cette politique

est d'établir un sentiment de sécurité au sein des communautés et d'établir une relation de confiance avec l'État.

Une approche **finlandaise** a également été présentée : il s'agit du « travail main dans la main » réalisé par Finn Church Aid — une ONG œuvrant pour la paix et le développement. Cette initiative, qui facilite le dialogue et la coopération entre groupes religieux chrétiens, juifs et musulmans, s'inscrit dans un plan d'action national pour la prévention de l'extrémisme violent et de la radicalisation, également destiné à lutter contre la polarisation et les tensions dans la société. Les activités concrètes comprennent des rencontres et des événements entre différents villages ou communautés, ainsi que des gestes symboliques de bonne volonté ou d'hospitalité, tels que l'Iftar et des repas chrétiens, des visites dans des mosquées, la collaboration avec les écoles, des activités de formation, et des réponses conjointes au vandalisme et aux discours de haine. De petits gestes comme le fait de nettoyer ensemble le mur d'une mosquée peuvent avoir un impact considérable. Les autorités, les collectivités locales et d'autres parties prenantes ont également été impliquées. Voici quelques leçons tirées de cette initiative : **il convient de mettre en place une coopération utile, appropriée et gratifiante pour toutes les parties** et de ne pas uniquement chercher à instrumentaliser les communautés religieuses ; il convient de créer des **structures** qui se maintiennent après la fin du projet ; il convient d'opter pour des formes de collaboration organisées et systématiques ; et enfin, pour les décideurs et les ONG ; faire en sorte de représenter les **femmes** et une **large diversité et pluralité**.

Les conditions préalables à un engagement communautaire réussi

En matière de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent, une collaboration utile entre les communautés et les autorités exige une série de mesures et de conditions préalables : des

objectifs clairs et la réciprocité, un espace sûr où discuter des sujets sensibles, ainsi qu'un soutien politique et des préparatifs appropriés pour faire face à une crise.

Des espaces sûrs

Comme cela a déjà été exposé en détail, la question des espaces sûrs est l'un des sujets les plus complexes. Un précédent article a identifié trois caractéristiques clés d'un espace sûr⁽¹⁹⁾ : un espace physique sécurisé ; l'établissement de relations avec les bonnes personnes ; et des règles, accords ou rituels pour guider l'interaction — y compris la question de savoir s'il faut impliquer les médias, et comment. Le même article suggère un type d'approche au « niveau local » des aspects logistiques. Parmi les autres critères importants définissant des espaces sûrs : ils doivent être confidentiels, situés physiquement dans un endroit neutre et discret et ne pas être associés à des services de police, de sécurité, sociaux etc. ; ils doivent être facilement accessibles (au niveau local et à faible distance) ; offrir un cadre propice à une attitude ouverte, non stigmatisante et non moralisatrice, et favoriser l'expression et la compréhension de différents points de vue et expériences. La littérature recommande également des espaces sûrs permettant aux différentes communautés de se réunir, notamment à l'occasion de festivals ou d'événements sportifs⁽²⁰⁾.

¹⁹ Article ex post d'événement RAN LOCAL et YF&C, [Engaging with communities, Collaboration between local authorities and communities in PVE](#), Prague, 22–23 février 2018.

²⁰ Mayo, M., Blake, G., Diamond, J., Foot, J., Gidley, B., Shukra, K. et Yarnit, M., 2009, Community empowerment and community cohesion: parallel agendas for community building in England?, *Journal of Social Intervention: Theory and Practice*, 18(1), 23–43, p. 39.

Plusieurs enseignements tirés ont été évoqués au cours de la réunion :

- Mettre d'avantage l'accent sur **la nécessité d'instaurer la confiance** d'emblée.
- Faire preuve de **transparence** et **d'esprit d'ouverture** dans le travail sur la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent et tenter de **dissiper les mythes**.
- **Être à l'écoute des préoccupations** et **agir en conséquence**.
- Créer des **mémoires d'accord et des paramètres** de collaboration avec les communautés et les groupes communautaires, en fonction de la nature des éléments sur lesquels une entente est trouvée.
- L'équilibre entre engagement et stigmatisation.
- Dans l'approche de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent, l'action doit être **très large** afin d'inclure **tous les types d'extrémisme**.
- Il faut avoir conscience du fait que le contact **direct** est essentiel, y compris la participation aux prières et aux événements.
- La garantie d'espaces sûrs existe également à un niveau plus général, sous la forme d'une **démocratie libérale fonctionnelle** où les organisations de la société civiles ne sont pas considérées comme des déviants suspects mais reconnus comme des citoyens et des ressortissants du pays.
- Les organisations salafistes doivent aussi être impliquées et intégrées aux discussions, car il s'agit d'un moyen de confronter les différents points de vue. Dialoguer ne veut pas dire collaborer.
- Des investissements dans des espaces sûrs doivent être faits à un **niveau structurel** et pas uniquement par le biais de projets — avec ses 300 employés et ses 40 sites ouverts au moins 5 fois par semaine, l'Association des centres viennois pour la jeunesse constitue, par exemple, un investissement sur le long terme qui touche entre 15 000 et 20 000 personnes.

- Les discussions dans les espaces sûrs prennent du temps ; elles sont dynamiques et **le changement est progressif**.
- Il doit y avoir **différents lieux sûrs à différents niveaux** ; il est essentiel que les **communautés majoritaires soient elles aussi impliquées** et que les problèmes liés à ces communautés soient aussi discutés.
- Les espaces sûrs doivent en outre être des endroits permettant de s'adresser à la communauté et pas (seulement) à ses représentants, car ces derniers ne représentent pas forcément tous les membres.
- Dès que possible, tous les niveaux de l'administration doivent se trouver du même côté.

Un ensemble de **règles sur la création d'espaces sûrs** a été défini au cours de précédentes réunions :

- Qui : cerner le groupe, dire à l'avance qui sont les personnes présentes, assurer une complète transparence sur qui est présent et qui est absent ;
- Où : un cadre local et informel.
- Comment : utiliser un langage compréhensible par tous les participants, essayer de ne pas trop rester dans le politiquement correct, faire participer un modérateur et des personnes connues par les deux parties.
- Quoi : s'en tenir à des sujets qui sont importants pour toutes les personnes présentes, démarrer la conversation en évoquant des problèmes quotidiens qui concernent les participants plutôt que d'aborder d'emblée la question de l'extrémisme.

Il va sans dire que les activités choisies doivent être autorisées par la loi.

Une méthode **autrichienne** de formation à une **compétence transculturelle** part du principe que les espaces sûrs sont dans la tête et s'appuie sur trois composants : Le premier est l'introspection,

qui consiste à considérer sa propre position, viser des objectifs personnels clairs, cibler des groupes et des personnes, tenir compte de leurs philosophies, mais en commençant par soi-même pour susciter un changement de perspective. Le deuxième composant est constitué des méthodes de communication (dialogue) et fait référence au processus de traitement de la transculturalité, en mettant l'accent sur la nécessité de transmettre autosécurité et transparence, de clarifier les objectifs et d'établir un sentiment de sécurité. Enfin, l'évaluation et la gestion des connaissances— qui constituent le troisième composant — impliquent d'optimiser ses propres étapes et objectifs de travail, ainsi que d'établir la sécurité et la continuité d'une collaboration avec les autres, afin de façonner ensemble la société de demain.

La méthode appliquée par le **Centre danois pour la prévention de l'extrémisme** afin de créer un espace sûr destiné au dialogue est un outil qui s'adresse aux municipalités ciblant les jeunes des communautés marginalisées. Elle offre un moyen d'examiner et de tester les attitudes dans un environnement sûr et de familiariser ces personnes avec les règles du dialogue démocratique. Les conditions préalables sont un environnement sûr et un modérateur ayant la confiance des jeunes et connaissant leurs problèmes, leurs antécédents et leur environnement. Parmi les sujets abordés figuraient les tensions entre groupes au sein de la communauté, la discrimination et la stigmatisation.

Réciprocité et durabilité

Comme cela a été mentionné plus haut, il existe différents types d'implication des communautés, en fonction de son ampleur, qui peut aller d'un simple échange jusqu'à une intégration active. Le type d'implication dépendra du problème et de la situation actuelle, même s'il est clair que des partenariats peuvent garantir plus de crédibilité et de durabilité. Assurer la réciprocité et la durabilité nécessite tout d'abord de formuler des objectifs clairs. Cela signifie prendre en compte et

concilier les préoccupations des communautés et des autorités locales. Il est également important de viser un engagement sur le long terme plutôt que des initiatives ponctuelles ; **l'implication des communautés doit se poursuivre de façon continue**⁽²¹⁾.

Il existe plusieurs moyens d'assurer la réciprocité. Comme cela a déjà été mentionné plus haut dans le cas de la Belgique, l'approche d'engagement communautaire adoptée à Augsburg (**Allemagne**) reconnaît également l'importance centrale de la **volonté de se pencher sur des préoccupations communautaires non liées à la prévention et à la lutte contre l'extrémisme violent**, comme par exemple les espaces verts ou le stationnement.

Par ailleurs, comme le montre l'approche utilisée en **Hongrie**, il convient de prêter attention aux **problèmes du quotidien**, aussi élémentaires soient-ils, comme l'eau courante ou l'accès à l'éducation, car c'est cet intérêt qui instaure un lien de confiance et ouvre des portes. Encore une fois, l'implication de l'Église et d'organisations pour la jeunesse crée une impression positive et permet d'éviter la stigmatisation.

La réciprocité signifie également **responsabiliser et se connaître mutuellement** ; cela implique de lutter en parallèle contre l'extrémisme et le crime, car les personnes présentant les mêmes vulnérabilités peuvent s'engager dans l'une de ces deux voies. En termes de collaboration utile, **il est important de fixer les objectifs ensemble plutôt que de chercher à atteindre des objectifs prédéterminés**, et il est essentiel de **rapprocher les individus grâce aux problèmes qui les concernent** ou qui sont les **plus pressants**. Un respect mutuel est nécessaire, tout comme le

professionnalisme et une valorisation des différentes compétences.

Dans l'expérience **finlandaise**, malgré l'absence de financement, les communautés ont été responsabilisées grâce à leur participation effective dans la rédaction du plan d'action national de 2016 pour prévenir la radicalisation violente, en coopération avec les autorités, la société civile et les communautés. Le plan d'action visait à la prévention de toutes les formes d'extrémisme, avec différents types de mesures, et mettait l'accent sur les droits de l'homme et l'état de droit. Il a aussi bien réuni des organisations traditionnelles et de grande taille, que des organisations pour la jeunesse et de taille plus réduite touchant des groupes cibles spécifiques, ainsi que des jeunes, des femmes, des communautés religieuses et un réseau de chercheurs. Fait important, il a permis d'identifier des partenaires qui ne se contentaient pas de parler mais qui s'impliquaient de manière concrète.

Répondre à une crise

Concernant l'implication des communautés, la réponse à une crise nécessite de gérer la montée des tensions et peurs au sein et entre les communautés, l'utilisation croissante des médias, ainsi que les répercussions, telles qu'un éventuel recours à la violence. En général, les discussions ont porté sur les conséquences des attaques terroristes ; récemment, mais également en fonction d'expériences passées, il est clairement apparu que d'autres types d'incidents ou des niveaux de peur élevés peuvent également entraîner des réactions hostiles envers certaines communautés. Des réponses adaptées aux crises présupposent des relations de **confiance** et des réponses sur mesure.

D'autres enseignements ont été tirés au fil du temps :

- Apporter assurance et soutien aux communautés.
- Consulter les communautés pour élaborer la réponse.

²¹ Collection RAN des approches et méthodes, [Prévenir la radicalisation conduisant au terrorisme et à l'extrémisme violent : Responsabilisation/engagement](#), p. 8.

- Faire correspondre les messages des communautés et des autorités.
- Utiliser des procédures normalisées et des services professionnels⁽²²⁾.
- Faire intervenir le « groupe intermédiaire silencieux » pour éviter un renforcement de la polarisation ou la prise de contrôle du discours par des extrémistes⁽²³⁾.

La capacité à répondre aux crises repose clairement sur les **structures et relations déjà en place**. Vous devez être en mesure d'atteindre un réseau et de disposer de ressources pour prendre des initiatives. Il est également important de savoir rapidement **ce qu'il ne faut pas faire** — des réactions musclées ou d'autres mesures risquant d'aggraver la situation. **Les médias doivent être formés** à la façon de soutenir les communautés.

Au cours de la réunion, la réponse de la **ville de Manchester** suite aux attaques du 22 mai 2017 a été présentée, illustrant plusieurs points évoqués ci-dessus. Un plan visant à repenser la stratégie de prévention⁽²⁴⁾, s'engager avec les communautés et répondre à leurs doléances existait déjà. Trois événements majeurs ont été organisés pour favoriser le dialogue, dans des lieux différents. Tous les secteurs et organismes ont été invités avec des citoyens, et ces événements ont été suivis par jusqu'à 250 personnes. Les sujets de conversation étaient nombreux, y compris sur des petits problèmes, et

le « réseau Radequal »⁽²⁵⁾ a été mis en place. Dans la réponse, il était important de donner la priorité aux émotions plutôt qu'aux discours politiques, et l'équipe d'encadrement a eu deux rôles : rassembler les communautés et coordonner les divers services et institutions. Il était entendu que les communautés devaient être au cœur de l'effort, et les médias ont joué le jeu pour humaniser le débat et maintenir l'accent sur la cohésion sociale. Le relèvement communautaire nécessitait notamment de faire face à l'extrémisme et d'impliquer les jeunes ainsi que les communautés religieuses.

La présence d'un citoyen local originaire de Libye parmi les terroristes de l'attaque du 22 mai, a attiré une attention sur la communauté libyenne. Pour y répondre, celle-ci a mis en place trois équipes : une équipe de crise traitant de problèmes pratiques, tels que les maisons endommagées suite aux descentes de police ; une équipe de média chargée de limiter les dégâts engendrés par la présentation de la communauté libyenne dans les médias ; et une équipe citoyenne responsable des réunions avec la police, le conseil municipal, les groupes de réflexion, etc. Il est important de noter que la communauté libyenne s'est également impliquée de différentes manières, notamment au travers de rencontres avec des officiels, une présence médiatique, une vidéo consacrée aux Libyens de Manchester, des activités pour les jeunes filles, un événement culturel féminin et une table ronde sur l'identité.

²² Article ex post d'événement RAN LOCAL et YF&C, [Engaging with communities, Collaboration between local authorities and communities in PVE](#), Prague, 22–23 février 2018, pp. 10–11.

²³ Article ex post d'événement RAN YF&C, [Strengthening community resilience to polarisation and radicalisation](#), London, Borough of Hounslow, 29–30 juin 2017, p. 4.

²⁴ <https://esrc.ukri.org/public-engagement/social-science-for-schools/resources/prevent-the-uk-s-counter-terrorism-strategy/>

²⁵ <http://www.makingmanchestersafer.com/info/18/radequal>



Après avoir évoqué l'ensemble de ces expériences, la réunion a également mis en évidence plusieurs problèmes devant encore être résolus.

1. Gagner en ampleur et agir de manière durable
Mettre en place quelques projets modèles ne suffit pas. En effet, leur impact ne touchera pas la communauté dans son ensemble et ne sera pas durable. L'objectif est de viser des partenariats à grande échelle et sur le long terme. Cela étant, l'essentiel de l'implication des communautés se fait sur la base de projets. Cette situation représente un défi en termes de financement, ainsi que pour établir une cartographie et une planification adaptées. D'autre part, l'évaluation est incontournable pour ces projets de grande ampleur et à long terme, que ce soit pour justifier

les financements ou pour assurer une amélioration progressive.

2. Ne pas réinventer la roue

Il s'agit d'un problème connexe qui correspond à la nécessité d'évaluer dans quelle mesure les structures existantes peuvent être utilisées telles quelles ou éventuellement adaptées, ou s'il est nécessaire de faire appel à des acteurs et des approches totalement nouveaux.

3. Passer aux actes.

La confiance et l'honnêteté sont essentielles à la mise en place de partenariats et même pour amorcer le dialogue avec les communautés. Comment pouvons-nous garantir des discussions franches ? Comment pouvons-nous être certain, d'un côté, que les partenaires de la société civile adhèrent vraiment aux valeurs démocratiques, et de l'autre, que les pouvoirs publics cherchent vraiment à comprendre et aider les communautés (plutôt que de les instrumentaliser à des fins politiques, par exemple) ?

4. Évaluer les résultats ?

Il s'agit d'un défi d'une nature plus générale, et qui a été identifié dès le début de la rencontre. Pourquoi tant de jeunes gens restent-ils attachés aux modèles radicaux, et pourquoi n'adhèrent-ils pas à notre modèle ?

Recommandations

- Utiliser une approche globale de l'engagement communautaire : plutôt que de se concentrer uniquement sur les questions liées à la prévention et à la lutte contre l'extrémisme violent, les efforts pour approcher les communautés et les impliquer dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent doivent s'attaquer à toute une série de problèmes — et plus précisément ceux dont se soucient le plus les communautés concernées.

- Travailler avec toutes les communautés et contre toutes les formes d'extrémisme pour éviter la stigmatisation.
- Investir dans des calendriers, stratégies, programmes et structures visant le long terme plutôt que dans des initiatives ponctuelles.
- Évaluer régulièrement toutes les étapes du programme. Tous les acteurs concernés sont-ils impliqués ? Cela fonctionne-t-il ? Est-ce crédible ?
- Inclure les groupes récemment arrivés tels que les demandeurs d'asile (en particulier ceux qui ont échoué à obtenir l'asile) et les réfugiés.